

Particip'actions

Des initiatives solidaires
qui transforment le territoire



A map of the Essonne region in France, showing the Seine river and its tributaries. The map is overlaid with several blue circular markers indicating locations of participatory actions. A silhouette of a person's arm and hand is shown pointing towards the map. The text '* L'ESSONNE' and '* PARIS' are written on the map. The Seine river is labeled 'LA SEINE'.

COLLECTION
"DÉMARCHES"

CAUE
ESSONNE

LES PARTICIP' ACTIONS SUIVIES PAR LE CAUE



*témoignages
de particip'actifs*



ÉDITO

Dans un contexte de rareté des ressources, qu'elles soient naturelles ou financières, nos comportements sont appelés à se modifier. Des dynamiques de changements sont à l'œuvre sur nos territoires. Le cycle Particip'action du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Essonne (CAUE 91) est né à l'automne 2011 de l'envie d'aller voir concrètement ce qui se passe sur le terrain, sur un territoire francilien où s'inventent de nouvelles façons de cultiver, de construire, et d'habiter ensemble.

Si le développement durable est aujourd'hui largement engagé sur le volet environnemental, ce n'est pas toujours le cas du volet social et de la participation citoyenne. La société civile est aujourd'hui à l'initiative de nombreux projets trop peu relayés et pourtant porteurs de renouvellement, pour plus de démocratie, de justice, et pour la préservation de ressources.

Le CAUE, par le développement de ses missions, participe à ces changements, et s'investit activement sur le volet participatif :

- par la diffusion des initiatives qui voient le jour sur le territoire de l'Essonne ;
- par la mise en réseau des acteurs afin de faciliter l'émergence de projets ;
- par l'accompagnement des communes désireuses d'ouvrir de nouvelles voies.

Ce document n'est pas un mode d'emploi, c'est un recueil d'expériences où chacun pourra trouver de l'inspiration pour lancer d'autres projets. Le CAUE 91 répondra toujours présent pour les accompagner...

Évelyne Lucas,
directrice

SOMMAIRE

1 - GENÈSE : UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE.....	3
2 - LES PARTICIP' ACTIONS.....	6
3 - PERSPECTIVES : LA DÉMARCHE EN MARCHÉ.....	23
REPÈRES.....	28
LA DÉMARCHE "EXPÉRIMENTALE APPLIQUÉE" DU CAUE.....	33
DVD DES FILMS DES PARTICIP' ACTIONS.....	en 2 ^e page de couverture



1 - UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE

UNE DEMANDE INITIALE... QUI REBONDIT

Sollicité pour accompagner le volet concertation du Plan local d'urbanisme (PLU) de collectivités, le CAUE 91 a décidé d'engager une démarche exploratoire à la rencontre d'initiatives locales qui constituent aujourd'hui une nouvelle forme de démocratie participative. Retour sur la genèse de cette démarche... en marche.

DES CONCERTATIONS QUI PEUVENT DÉCEVOIR

En avril 2011, la publication de *50 ans de démocratie locale** a été l'occasion de constater que s'il y a bien consensus sur le fait que les habitants doivent être associés aux décisions concernant leur cadre de vie, leur participation est plutôt mise en œuvre par le biais de la procédure que par celui du projet. Lorsqu'elle est ponctuelle, la participation s'apparente davantage à de la concertation.

Or, les citoyens peuvent ressentir leur présence dans les réunions de concertation comme décevante, avec un sentiment de frustration, l'impression que « tout est déjà écrit », qu'ils sont dans

l'impossibilité d'agir sur le fond des choses ou que celles-ci, si elles peuvent être modifiées, ne le sont qu'à la marge. Malgré l'obligation établie par la loi d'associer les habitants à la définition des projets, on constate une usure de la participation et, la plupart du temps, la désertion des réunions de concertation.

EXPLORER LE TERRITOIRE À LA RECHERCHE DE NOUVELLES INITIATIVES

Fort de ce constat, le CAUE 91 a souhaité aller voir ce qui se passait sur le territoire pour repérer des initiatives émergent de la société comme autant de germes de solutions collectives.

Ainsi, la concertation ne doit pas être qu'une procédure supplémentaire pour la réalisation d'opérations d'aménagement. Elle peut être l'occasion de moments fondateurs de partage, créatrice d'une mémoire qui reste, d'un « vivre ensemble » qui redonne du sens à la démocratie locale.

En grande partie issues du secteur associatif, ces initiatives procèdent d'une gouvernance partagée, avec la participation active d'autres acteurs : élus, techniciens des collectivités, professionnels, etc. Ces initiatives témoignent aussi d'un autre rapport au temps, du temps indispensable à la fondation d'une culture commune qui renouvelle la position de chacun dans la mise en œuvre de cette nécessaire transformation de notre société.

* Adrien Roux, avril 2011, coédition Adels/éd. Yves Michel

UN CONTEXTE QUI STIMULE LES INITIATIVES...

mémento DÉMARCHE

D'une simple mission d'assistance aux collectivités sur la question de la participation des habitants à la décision publique est née la nécessité d'une démarche exploratoire : aller voir les nouveaux engagements citoyens sur lesquels peuvent s'appuyer les politiques de territoire.

UN CONTEXTE QUI ÉVOLUE

Nous voyons émerger de plus en plus régulièrement des initiatives individuelles ou collectives qui répondent à des changements sociétaux : fractionnement grandissant de la société, dégradation accélérée de l'environnement, crises successives, précarisation du travail, accroissement des inégalités face aux services publics...

Ces évolutions posent à chacun la question de son rôle dans cette transformation ainsi que de son engagement et sa responsabilité.

L'État et les collectivités locales rencontrent des difficultés à répondre aux besoins des habitants. Ceux-ci se détournent peu à peu de la vie publique alors que l'on constate une grande vitalité du secteur associatif ; la proximité des associations et leur capacité à détecter les problèmes émergents inspirent confiance.

DES HABITANTS QUI SE « PRENNENT EN MAIN » POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS

Dans ce contexte, seuls ou en association, les habitants montent des projets qui leur permettent de répondre aux besoins qu'ils rencontrent et de mettre en œuvre ce qu'ils revendiquent : solidarité dans l'habitat, économie de proximité, mise en actions de valeurs qui sont les leurs. La demande d'habitat partagé, par exemple, démontre une volonté d'autonomie des groupes d'habitants tout en assurant la solidarité intergénérationnelle, une meilleure intégration environnementale des constructions et un rapport plus actif à la vie de la cité.

UN DVD POUR MIEUX RESTITUER LA DÉMARCHE

La démarche du CAUE inclut la réalisation de reportages filmés (cf. DVD). Ceux-ci permettent de mettre en évidence différentes initiatives engagées pour répondre à des besoins locaux, en écoutant les acteurs et partenaires des projets pour mieux comprendre la façon dont s'organisent ces réponses et leur impact sur le territoire d'accueil. L'objectif est d'améliorer la visibilité de ces particip'actions et de les partager.



RETROUVEZ LES PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

POUR UNE UTILITÉ SOCIALE DES TERRITOIRES

DES PROJETS LOCAUX DOTÉS D'UNE FORTE DIMENSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les projets présentés ici ont une incidence importante sur leurs territoires : l'environnement, le cadre de vie, les paysages, les manières d'habiter, de se déplacer et de vivre ensemble s'en trouvent peu à peu changées.

Au départ, ces initiatives peuvent paraître isolées et comme autant d'utopies sympathiques. Considérées souvent comme marginales et sans lien entre elles, elles peuvent peiner à être reconnues bien que porteuses d'une dynamique et ont en commun d'inventer de nouveaux modes de production répondant à des besoins non satisfaits.

Pour la plupart, elles s'intègrent aussi dans une logique d'économie sociale et solidaire, dont les principales valeurs sont : l'ancrage dans le territoire, la réponse à des besoins fondamentaux comme le logement et l'alimentation..., la « lucrativité limitée » qui favorise l'éclosion de nouveaux projets et, enfin, la gouvernance participative qui permet un engagement tant des acteurs et que des réseaux coopératifs.

La mobilisation de participants divers, y compris bénévoles, concourt ainsi au lien social et au développement de l'économie locale.

Ces nombreuses initiatives proposent une réponse aux mutations de notre société par des processus de mutualisation et de coopération.

DES INITIATIVES APPELÉES À ÊTRE DE MIEUX EN MIEUX RELAYÉES ET SOUTENUES

Les collectivités locales ont un rôle majeur à jouer : elles connaissent les acteurs de proximité, elles sont plus à même d'être à l'écoute des besoins, de veiller à l'équité sociale et d'articuler politiques locales et actions associatives. Elles sont en position de facilitateur pour soutenir ces projets et accompagner ces nouvelles dynamiques qui mettent en œuvre le développement durable dans toutes ses dimensions (environnementale, sociale, économique, culturelle).

Les acteurs peuvent aujourd'hui s'appuyer sur le ministère de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Les moyens de cette politique sont présents à toutes les échelles du territoire.

mémo DÉFINITION

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Le terme d'économie sociale et solidaire regroupe un ensemble de structures qui reposent sur des valeurs et des principes communs : utilité sociale, coopération, ancrage local adapté aux nécessités de chaque territoire et de ses habitants. Leurs activités ne visent pas l'enrichissement personnel mais le partage et la solidarité pour une économie respectueuse de l'homme et de son environnement. Le modèle économique de l'ESS est au service de la société et du citoyen.

Retrouvez une définition plus complète dans le glossaire (p. 30)

Observer les actions participatives nous permet de mieux les comprendre.

Voici le récit des différentes initiatives que nous avons observées et retenues pour leur utilité sociale et leur impact sur le territoire. Ces expériences nous ont permis de rendre visibles les changements de position tant de la part des habitants, des élus, des techniciens que des associations :

- activité support d'insertion "Pôle Économie Solidaire" à Étampes ;
- relocalisation de l'agriculture à Boissy-sous-Saint-Yon ;
- projet d'autoconstruction "La Manufacture Innove" à Lieusaint ;
- logement des jeunes "Relais jeunes 77" à Torcy ;
- habitat autogéré "Couleur d'Orange" à Montreuil ;
- ateliers locatifs pour artisans "Sigal" à Prunay-sur-Essonne ;
- insertion par le maraîchage "Les Potagers" à Marcoussis.

Ceux-ci concourent peu à peu à une transformation des territoires par une plus grande complémentarité des acteurs.



2 - PARTICIP' ACTIONS : 7 INITIATIVES ANCRÉES DANS LEUR TERRITOIRE

Il est important de donner la parole à tous ceux qui, habitants, élus, architectes, agents des collectivités, imaginent des solutions aux grands défis sociaux, économiques et écologiques actuels. Pragmatiques, ancrées dans le réel, ces expériences repérées en Île-de-France font la part belle à la coopération, à la mutualisation et à des valeurs d'équité.

Un programme de visites gratuites et ouvertes à tous a permis de rencontrer des acteurs franciliens porteurs d'initiatives participatives ancrées dans la réalité sociale et économique locale. La transformation progressive des territoires qu'ils opèrent mérite d'être racontée.

L'approche économique de ces initiatives repose sur la prise en compte d'un besoin réel et la réponse locale à ce besoin. Initialement développé dans l'activité maraîchère, le circuit local de production (ou « circuit court ») est pertinent dans bien d'autres domaines.

Les politiques centrées sur la compétitivité des territoires négligent trop souvent le potentiel local de création d'activités et d'emplois durables alors qu'ils recèlent énergie, capacité d'innovation et liens sociaux.

L'ancrage et le développement locaux sont ainsi une alternative à l'étalement urbain : l'espace périurbain n'est plus considéré comme un réservoir foncier de la ville, la relocalisation est une solution pour anticiper la mutation énergétique.

LE RETOUR À L'EMPLOI PRÈS DE CHEZ SOI

PÔLE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE D'ÉTAMPES (91)

➔ POURQUOI

Le Sud Essonne est caractérisé par une faible densité de population et un éparpillement des activités sur le territoire. Dans le contexte actuel de crise économique, les besoins en matière d'insertion professionnelle y sont très importants. Pour répondre au plus près des besoins recensés, les différentes structures se sont réunies en association d'intérêt collectif afin de mutualiser les moyens d'action d'insertion.

INITIATEUR

Le pôle Économie Solidaire d'Étampes regroupe différentes structures sur lesquelles s'appuie le processus d'insertion :

- **Action emploi** : ménage, jardinage, petit entretien ;
- **Les Potagers du Télégraphe** : maraîchage et entretien des espaces naturels (en 2008 : 22 personnes en insertion, 12 tonnes de légumes bio distribués à 106 familles) ;
- **Scop Val'Emploi** : blanchisserie, ménage et second œuvre bâtiment ;
- **Horizons**, organisme de formation agréé ;
- **Plate-forme Mobilité Solidaire** a pour finalité l'autonomie des personnes : savoir se déplacer, formation au permis de conduire, location de 2 roues, transport à la demande, etc.



RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

Visite des serres aux Potagers du Télégraphe.



Particip'Action aux Potagers du Télégraphe



➔ COMMENT

Le pôle d'Économie Solidaire d'Étampes offre un panel de formations pour les personnes éloignées de l'emploi et assure leur autonomie à travers la plate-forme Mobilité Solidaire, premier levier pour lutter contre cet isolement. Il regroupe 40 salariés permanents et 100 « équivalent temps plein » en contrat d'insertion et génère un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros.

PARTENAIRES

- Le Conseil Régional soutient le pôle au travers des emplois tremplins et d'un poste de promotion des projets d'ESS sur le territoire
- Conseil Général de l'Essonne
- PLIE* du Sud Essonne et du Val d'Orge
- CAIE* 91
- Communauté de communes de l'Arpajonnais
- Villes d'Étampes et d'Arpajon

point de vue DU CAUE

Dans un territoire où l'emploi est pénalisé par la dispersion, l'éloignement, le pôle d'Économie Solidaire d'Étampes répond à des besoins non couverts. Face au manque de formation, il crée et adapte les structures d'insertion en fonction des différents publics dont il rompt l'isolement en mettant en place la plate-forme Mobilité Solidaire, les conduisant progressivement à l'autonomie. Le Conseil Général et ses partenaires ont fait du pôle d'Économie Solidaire d'Étampes un acteur majeur du Pacte Territorial Sud Essonne, en s'appuyant sur sa plate-forme Mobilité Solidaire, pour créer une Agence locale de mobilité afin de désenclaver les communes rurales du Sud du département.

➔ IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > Réutilisation d'une friche bâtie de 3 000 m².
- > Actions d'insertion : **retour à l'emploi** via les différentes structures en fonction du degré d'employabilité des personnes, sur des emplois non délocalisables.
- > Activités dans le champ de l'environnement : **maintien de l'agriculture sur le territoire en maraîchage bio**, circuits courts de distribution. **Réhabilitation de sentes rurales** pour circulations douces communales.
- > Actions de sensibilisation : **éco-école**.
- > Plate-forme **Mobilité Solidaire** : sur 132 communes et 250 bénéficiaires.
- > **Pôle ressource ESS** pour le département.

MAINTENIR L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

BOISSY-SOUS-SAINT-YON (91)

2

→ POURQUOI

Dans les zones périurbaines où la pression foncière met en péril les espaces ouverts, la question de l'étalement urbain sous forme de lotissements pavillonnaires ou de centres commerciaux pousse les élus à protéger des espaces agricoles considérés jusque-là comme des vides à aménager.



RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

INITIATEUR

L'action conjointe d'une collectivité et de jeunes agriculteurs permet au territoire rural de retrouver sa fonction initiale de production de ressources alimentaires nécessaires à l'équilibre rural/urbain.

“Le système des AMAP permet que le paysan soit payé correctement, qu'il vive normalement...”

Laurent Marbot, agriculteur

Maraîchage à Boissy-sous-Saint-Yon.



Vente des légumes à l'Épicerie des Tourelles

COMMENT

La commune profite de la réalisation de logements sociaux en cœur de village pour créer des jardins familiaux et mettre à la disposition des agriculteurs des terrains non constructibles. Elle facilite l'installation d'un maraîcher bio en association avec un agriculteur conventionnel qui suscite à son tour d'autres initiatives : distribution en circuits courts par le réseau des AMAP* et installation d'une boutique Biomonde "L'Épicerie des Tourelles".

IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > La terre agricole retrouve sa **fonction nourricière**.
- > Le maintien des terres agricoles évite l'**étalement urbain**.
- > **Préservation de l'environnement** : productions bio, lutte contre les gaz à effet de serre (moindre mécanisation, circuits courts de distribution).
- > Création d'**activités non délocalisables**.
- > Agriculture **support de lien social** : à travers les jardins familiaux, le réseau des AMAP, l'accueil du public et l'organisation de visites pédagogiques de l'exploitation.

PARTENAIRES

- La commune de Boissy-sous-Saint-Yon
- La société Pierres et Lumières propriétaire des logements et des parcelles agricoles
- Le réseau des AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysane)

point de vue DU CAUE

L'installation d'agriculteurs en zone péri-urbaine permet de développer des services utiles à la collectivité. Le maraîchage a favorisé une dynamique économique par la mise en place de circuits courts, via l'AMAP ou l'épicerie bio, qui résiste bien à la concurrence de la grande distribution. C'est une alternative aux modes d'approvisionnement standardisés et une réponse adaptée aux besoins alimentaires locaux. Ces actions conjointes permettent de créer du lien social dans des secteurs où l'habitat en maison individuelle peut isoler les habitants.

FAVORISER L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ PAR L'AUTOCONSTRUCTION

LA MANUFACTURE INNOVE À LIEUSAIN (77)

➔ POURQUOI

En région Île-de-France, où les prix du foncier empêchent les ménages aux revenus modestes d'accéder à la propriété, des alternatives au « clefs en main » peuvent être trouvées. Elles minimisent les coûts de construction, assurent la maîtrise des charges et créent des logements adaptés aux besoins des familles.

INITIATEUR

La Manufacture Innove (SCIC*) est un collectif rassemblant :

- habitants et artisans pour la construction ;
- office HLM pour éviter la spéculation immobilière ;
- assureur couvrant le risque lié à l'autoconstruction.



Architecte : Laetitia Charuel - Oblique.



Présentation du projet.



➔ IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > L'**auto-construction** participe à la mixité sociale : les familles modestes peuvent accéder à un **logement de qualité à moindre coût**.
- > Les familles s'investissent dans la réalisation d'**un habitat adapté** à leurs besoins, facteur de stabilité.
- > Les **espaces collectifs partagés** créent une dynamique sociale.
- > La clause de **non-spéculation durant 12 ans** assure un maintien des mêmes conditions d'accessibilité au logement.
- > Le chantier a permis de **créer de 16 à 18 emplois équivalent temps plein**, avec des compétences en construction écologique.

➔ COMMENT

Portée par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart et accompagné par la ville de Lieusaint, la Manufacture Innove favorise l'accès à un foncier abordable, proche des services, et accompagne les habitants dans leur projet d'autoconstruction. À la fois promoteur et constructeur pour conserver la maîtrise du programme et du modèle économique du projet, elle a permis la réalisation de six maisons écologiques en bois, avec espaces partagés (jardins et salle commune).

De leur côté, les habitants s'engagent à une présence régulière sur le chantier de préfabrication puis de mise en œuvre des constructions.

PARTENAIRES

- Établissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Sénart
- Commune de Lieusaint
- Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart

Initiateurs jouant également le rôle de partenaires :

- SA HLM Foyers de Seine-et-Marne (garantie d'achat en cas de défaillance)
- MAIF (assureur du projet)

point de vue DU CAUE

L'opération participe à la diversification de l'offre de logement dans un quartier en cours d'aménagement : elle mise sur l'investissement personnel des habitants à réaliser un cadre de vie qui réponde à leurs attentes et sur la solidarité entre familles. Les habitants, formés à la mise en oeuvre de matériaux environnementaux, deviennent acteurs des filières courtes pour la construction. Une nouvelle ingénierie se met en place qui maîtrise et sécurise l'opération, permettant la reproductibilité de ce modèle expérimental.

DES LOGEMENTS ABORDABLES POUR LES JEUNES

UNE RÉSIDENCE DU RELAIS JEUNES À TORCY (77)

➔ POURQUOI

Dans un contexte de crise et d'augmentation des prix des loyers, le manque de petits logements abordables empêche les jeunes de quitter le domicile familial et parfois d'accéder à un travail faute de logement à proximité.

Fort de ce constat, un diagnostic territorial a été réalisé par l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs au Val Maubuée à la demande de la collectivité.

INITIATEUR

L'association Relais Jeunes 77 accueille des jeunes de moins de 30 ans dans un parc de 419 logements adaptés et accessibles.

« Ça permet de connaître des gens qu'on ne côtoyait pas, qui nous enrichissent avec leurs expériences. »

Samia



RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

Film sur les habitants de Relais Jeunes réalisé par le CAUE 77.



Visite des appartements.



Sophie Vivien-Yagoub,
directrice de Relais Jeunes 77

→ COMMENT

L'association propose des logements individuels ou partagés, loués pour deux ans maximum, à des jeunes adultes à la recherche d'une solution d'hébergement temporaire liée à un projet de mobilité professionnelle. Des espaces collectifs sont mis à leur disposition pour des activités communes.

Un suivi individuel est proposé à chaque résident : parcours résidentiel, gestion budgétaire, transports, emploi, etc.

Les partenaires locaux (missions locales, bailleurs, associations de quartier...) permettent d'apporter des réponses coordonnées.

→ IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > Assurer le logement des jeunes et leur insertion sociale et professionnelle par une action coordonnée des institutions.
- > Faciliter leur **parcours résidentiel**.
- > Proposer une **réponse adaptée aux besoins** en termes de logement et d'accompagnement identifiés par le **diagnostic réalisé en amont**.

PARTENAIRES

- Conseil Régional
- Conseil Général de Seine-et-Marne
- Communauté d'Agglomération de Marne-la-Vallée / Val Maubuée
- Union Nationale pour l'Habitat
- Union Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs
- Les services de l'État
- Les services sociaux locaux

point de vue DU CAUE

Le diagnostic préalable a mis en évidence le décalage entre l'offre de logements et la demande spécifique des jeunes. Le partenariat pluriel mis en place permet de trouver des réponses au manque de logements, prenant en compte les questions d'accès à l'emploi et de déplacements.

De plus, un accompagnement personnalisé favorise une meilleure insertion sociale des bénéficiaires.

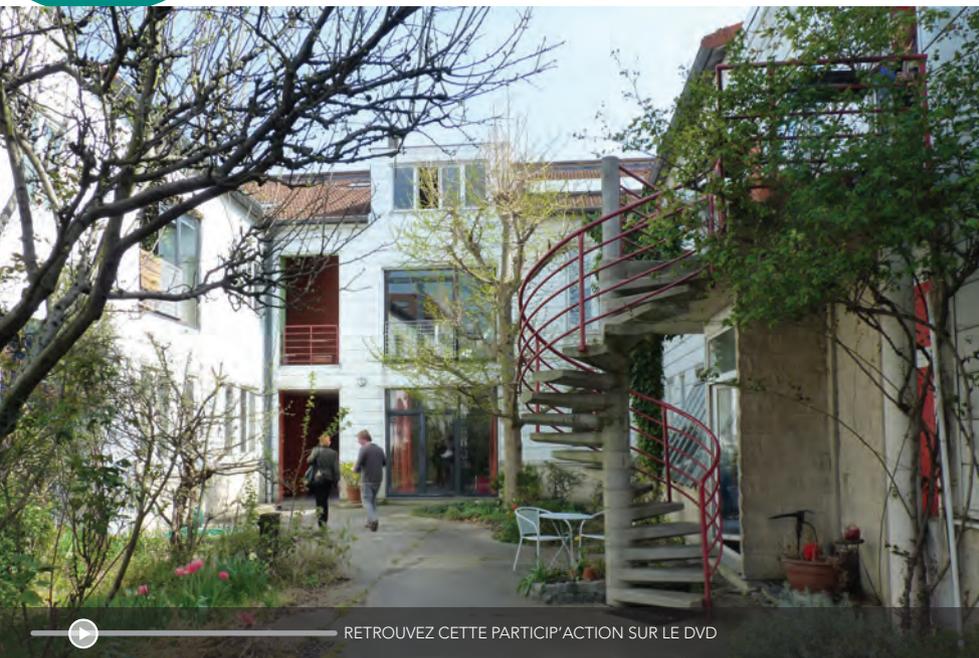
HABITAT GROUPÉ AUTOGÉRÉ

COULEUR D'ORANGE À MONTREUIL (93)

5

➔ POURQUOI

Entre l'accès à la propriété classique et le logement locatif, des alternatives existent pour les habitants qui souhaitent un habitat adapté à leurs besoins, un quotidien partagé avec des voisins choisis et un lieu de vie ouvert sur la cité. Elles se retrouvent sous les vocables d'habitat autogéré, habitat participatif, habitat partagé, etc. Les premières opérations datent des années 70, mais renaissent aujourd'hui avec l'explosion des réseaux sociaux qui facilitent la mise en relation des habitants.



INITIATEUR

À l'initiative d'habitants, Couleur d'Orange, opération d'habitat autogéré de 11 logements en copropriété, a permis il y a 25 ans l'accès à un habitat personnalisé de 22 adultes et 22 enfants dans le Bas-Montreuil.

“ Le lieu collectif a été le carrefour d'initiatives locales, et même au-delà. ”

Jean-Pol Lefebvre, habitant

RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD



Chantier et jardin.



➔ COMMENT

Dans un quartier alors en déshérence économique, le rachat et la transformation d'une ancienne usine a permis de créer 11 logements (de 45 à 120 m²), trois ateliers, une salle collective de 100 m² et un jardin commun. Ce lieu ouvert a favorisé les rencontres et tissé de nouveaux réseaux : actions des parents d'élèves contre le mal logement, développement de projets associatifs (Foncière Terre de Liens*, les Nouveaux Robinsons), activités culturelles et artistiques accueillies par les habitants de Couleur d'orange.

PARTENAIRES

- **Les habitants** : ils s'autogèrent en copropriété (syndic bénévole, gestion et entretien collectifs, etc.) et sont partie prenante de partenariats multiples autour de la citoyenneté.

point de vue DU CAUE

A l'initiative d'habitants, les opérations d'habitat participatif sont une réponse parmi d'autres au manque de logements et à leurs coûts. Le choix de l'autogestion développe les valeurs de solidarité, de partage, et d'exigence écologique.

Ces démarches citoyennes, s'appuyant sur une critique des modes de production conventionnels, construisent des liens avec les collectivités et contribuent au développement de nouvelles formes de coopération entre différents acteurs.

➔ IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > Transformation réussie d'une ancienne **usine en logements**, en ateliers d'artistes et en espaces ouverts à des activités associatives, ce qui **contribue à la mixité fonctionnelle et à la vie de quartier**.
- > **Alternative** à l'offre de logement standard.
- > **Stabilisation résidentielle** des habitants.
- > La ville de Montreuil, à partir de cet exemple, a **favorisé plusieurs opérations de ce type** sur son territoire.

DES ATELIERS LOCATIFS POUR ARTISANS

SIGAL (Syndicat Intercommunal de Gestion des Ateliers Locatifs)

À PRUNAY-SUR-ESSONNE (91)

➔ POURQUOI

Les artisans locaux travaillaient pour la plupart à domicile, dans des conditions non satisfaisantes. Ayant constaté l'existence d'un besoin, la commune de Prunay-sur-Essonne crée des ateliers locatifs dans une friche industrielle afin de fixer ces activités sur le territoire.

6

INITIATEUR

À l'initiative de l'ancien maire de Prunay-sur-Essonne, le projet, initialement porté par le Syndicat Intercommunal (Prunay, Gironville, Boigneville, Buno-Bonnevaux) est aujourd'hui géré par le SIGAL constitué sous forme d'une SPL*.

“... à la partie sociale vient se rajouter la partie économique et éco-environnementale du projet.”

Guy Cappé, président



RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

Particip'action dans les locaux de la future recyclerie.



Locaux de la première tranche des ateliers.



Locaux de la deuxième tranche des ateliers.

COMMENT

La commune s'insère dans une étude d'opportunité économique réalisée par le PNR du Gâtinais français, sur le territoire du parc. Puis, à la demande des élus, elle engage une étude de faisabilité sur la transformation des bâtiments existants sur la commune de Prunay-sur-Essonne. Ces études ont conduit à réaliser 13 lots en réhabilitation (3 500 m²).

Une construction neuve de 4 lots (750 m²) aux normes environnementales, avec installation photovoltaïque, a récemment complété le projet.

Au total, ce sont 17 artisans et une recyclerie de meubles (structure d'insertion) qui occupent les locaux.

PARTENAIRES

- Conseil Régional
- Conseil Général de l'Essonne
- PNR du Gâtinais*
- Chambre de Commerce et d'Industrie
- Agence pour l'Économie en Essonne
- Chambre des Métiers 91
- Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises

point de vue DU CAUE

La volonté politique a permis la requalification d'une friche industrielle pour répondre aux besoins de locaux des artisans du secteur. En opposition à l'habituelle compétition entre zones d'activités, le projet Sigal a fait le choix d'une relocalisation des activités au service de la population, assurant le développement économique du territoire autour des valeurs sociales et environnementales, ce qui a permis de créer des emplois locaux.

IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > Réhabilitation d'une friche industrielle en entrée de village.
- > Offre de lieux de travail adaptés et moins onéreux.
- > Revitalisation de l'artisanat à l'échelle intercommunale, en favorisant la complémentarité des activités et en évitant leur concurrence.
- > Nouveaux bâtiments aux normes environnementales (bois, isolation renforcée, récupération d'eau, installation photovoltaïque).
- > Création d'une ressource locale en matière d'emplois et de service aux habitants du territoire.

L'INSERTION PAR LE MARAÎCHAGE BIO, MOTEUR DE L'ÉCONOMIE LOCALE

PROJET AGRICOLE SOLIDAIRE DES POTAGERS DE MARCOUSSIS (91)

➔ POURQUOI

Le chômage ne cesse d'augmenter. Il touche toutes les classes de la société et, a fortiori, les personnes les plus fragiles : manque de formation, problèmes de santé ou de logement, décrochages multiples conduisant à une véritable exclusion. Les structures d'insertion sont un recours pour se raccrocher à une société qui les laisse en marge.

INITIATEUR

À l'initiative de la commune de Marcoussis et de porteurs de projets associatifs, les Potagers de Marcoussis, chantier d'insertion affilié au Réseau des Jardins de Cocagne, forment chaque année près d'une quarantaine de personnes en difficulté sociale et professionnelle à l'activité maraîchère.

“ Pour la reconstruction des personnes, le contact avec la nature, avec le vivant, le travail en plein air ont des vertus incontestables. ”

Patrick Prigent, président des
Potagers de Marcoussis



RETROUVEZ CETTE PARTICIP'ACTION SUR LE DVD

Plantations aux Potagers de Marcoussis.



Particip'ation dans les champs des Potagers de Marcoussis.



COMMENT

La création des Potagers de Marcoussis par la commune a permis d'accueillir des personnes en contrat d'insertion. Elles produisent, sur 11 hectares, des légumes bio et distribuent des paniers à leurs adhérents qui soutiennent le projet social. Les Potagers de Marcoussis font partie des acteurs économiques très dynamiques : réinstallation de l'activité dans une ferme écologique, création d'une conserverie pour la transformation sur place de leurs propres légumes ouverte à l'ensemble des agriculteurs du secteur réunis au sein du Triangle Vert*.

PARTENAIRES

- Conseil Régional
- Conseil Général de l'Essonne
- Ville de Marcoussis
- Réseau des Jardins de Cocagne
- Diverses fondations

point de vue DU CAUE

En dix ans, les Potagers de Marcoussis se sont imposés comme figure incontournable de l'économie locale grâce aux nombreux partenariats tissés avec les entreprises pour favoriser l'insertion professionnelle des jardiniers.

Jusqu'à maintenant, les Potagers de Marcoussis étaient vus comme des concurrents par les agriculteurs conventionnels du secteur, en raison des aides publiques perçues au titre de l'insertion.

Aujourd'hui, le regard a changé grâce au projet de conserverie qui intéresse tous les agriculteurs et contribue à la diversification de leurs activités. Les Potagers de Marcoussis participent ainsi à la pérennisation de l'agriculture péri-urbaine.

IMPACT SUR LE TERRITOIRE

- > Réinsertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté grâce au **travail en réseau** avec les entreprises locales.
- > **Maintien d'une agriculture locale** dans un contexte urbain sous pressions foncières.
- > Développement en **circuits courts** du maraîchage bio, notamment en direction des adhérents et des entreprises locales.
- > **Inscription dans l'économie locale** avec le projet de conserverie, nouveau **service rendu** à l'agriculture locale de proximité.

Le principal bilan des visites organisées par le CAUE montre que toutes ces initiatives sont fortement contextualisées : les acteurs, les territoires, les conditions économiques varient d'une expérience à l'autre. Elles ne peuvent être strictement reproductibles, mais ont cependant un socle commun : elles repensent la place de l'humain dans une économie collaborative et non plus compétitive, coconstruisant de nouveaux modèles de production, de distribution, de consommation équitables et écologiques, choisissant l'ancrage territorial pour répondre aux besoins humains non satisfaits.

3 - LA DÉMARCHE EN MARCHÉ

ENJEUX ET PERSPECTIVES (L'HOMME AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS)

Des initiatives originales sont aujourd'hui identifiées par de nombreux acteurs du territoire pour la pertinence de leurs propositions face à des questions qui restaient jusqu'alors majoritairement sans réponse.

Ces nouvelles formes d'actions participatives démontrent la créativité des citoyens, des professionnels et des élus des collectivités territoriales dans des processus productifs qui renouvellent avant tout nos façons de concevoir et de vivre la société.

Mettre en réseau ces initiatives est aujourd'hui l'enjeu qui permettra aux propositions de se multiplier et de faire sens pour remettre l'humain au centre des préoccupations.

Le soutien des porteurs de projet par les partenaires et les institutions facilitera l'essaimage des projets comme l'émergence de valeurs et de moyens partagés, ouvrant ainsi des perspectives d'avenir.

Peu à peu, l'intérêt collectif réintroduit, dans l'économie, l'utilité sociale : elle prend en compte de nouveaux indicateurs de richesse intégrant les enjeux sociaux et environnementaux.

mémento DÉFINITION

UTILITÉ SOCIALE
L'utilité sociale s'intéresse aux effets positifs d'une action sur un territoire...

Retrouvez une définition plus complète dans le glossaire (p. 31)

LE CAUE DANS CETTE MUTATION

Donner la parole aux porteurs de projet, mutualiser les savoirs, expérimenter des solutions innovantes : la démarche Particip'action s'inscrit pleinement dans les valeurs portées par le CAUE de l'Essonne.

LE CAUE ACCOMPAGNE LES TERRITOIRES EN PROJETS

L'équipe, pluridisciplinaire, du CAUE, apporte une vision transversale des questions d'aménagement. Soucieux de défendre l'intérêt général, le CAUE cherche à anticiper les principales évolutions de notre société afin d'inscrire les projets dans une perspective de long terme, dans laquelle les habitants peuvent se reconnaître. Dans son rôle de conseil aux particuliers et aux collectivités, son objectif est d'ouvrir le champ des possibles et de proposer des méthodes et des démarches adaptées à chaque situation pour véritablement prendre en compte la diversité de nos territoires.

LE CAUE ENCOURAGE LA PARTICIPATION DE TOUS LES ACTEURS

Le cycle Particip'action vient souligner la réussite de projets qui, loin de se limiter à une participation formelle, émergent grâce à l'énergie et à l'imagination d'acteurs désireux de trouver des réponses à des besoins non satisfaits. C'est la preuve que des questions aussi vitales que l'alimentation, le logement, la formation et l'emploi peuvent donner lieu à des manières de vivre et de travailler originales, fondées sur la notion de responsabilité, à la fois individuelle et collective. Partager ces expériences de nature reproductible permet de favoriser leur diffusion sur d'autres territoires.

LA DÉMARCHE en mouvement

Notre démarche s'accompagne de publications et d'une journée d'échange avec nos partenaires pour que vive le réseau.

Au-delà du coup de projecteur que nous avons pu mettre sur ces nouvelles pratiques, nous tissons des liens avec les acteurs qui agissent sur le territoire et les accompagnons dans la connaissance de ces initiatives.

Les partenaires du CAUE (La Chaire d'Économie Sociale et Solidaire de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, l'Atelier et SoliCités) et des lieux ressources (pages 26 et 27) sont là pour accompagner ces changements.

LIEUX RESSOURCES

ASSOCIATION POUR LA DÉMOCRATIE ET L'ÉDUCATION LOCALE ET SOCIALE (ADELS)

L'ADELS promeut le changement de la société à partir de l'espace local et encourage les citoyens à agir sur leur cadre de vie afin de maintenir vivante la démocratie.

<http://www.adels.org/>

AGENCE POUR L'ÉCONOMIE EN ESSONNE (AEE)

Elle a pour objectif de développer l'économie et de favoriser l'emploi en Essonne, soutient les dynamiques de développement local, favorise l'entrepreneuriat et accompagne les mutations économiques.

www.essonne-developpement.com/

AGENCE RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES NOUVELLES ÉNERGIES (ARENE)

Elle a pour objet de repérer, susciter et diffuser les pratiques de la transition écologique et sociale et du développement durable auprès des acteurs et des territoires en cohérence avec les priorités politiques régionales et les attentes des collectivités franciliennes.

www.arenaidf.org

ASSOCIATION POUR LE MAINTIEN D'UNE AGRICULTURE PAYSANNE (AMAP)

Partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme locale, basé sur un système de distribution hebdomadaire composée des produits de la ferme : contrat solidaire, basé sur un engagement financier des consommateurs, avec pour le paysan la garantie de revenu, pour le consommateur, des aliments frais, de saison, souvent biologiques.

www.reseau-amap.org/

ASSOCIATION DES RÉGIONS DE FRANCE (ARF)

Elle regroupe et représente les régions et fait connaître au gouvernement la position des conseils régionaux sur les politiques publiques et les textes qui concernent leurs compétences et leurs activités.

[www.arf.asso.fr/](http://www.arf.asso.fr)

ATELIER

Lieu de partenariat technique entre les acteurs œuvrant dans l'économie sociale et solidaire en île-de-France. Pôle d'expertise, il conseille les futurs entrepreneurs de l'ESS et les collectivités territoriales dans la mise en place des politiques en faveur de l'ESS.

<http://www.atelier-idf.org>

AVISE

Association créée par la Caisse des Dépôts et des acteurs de l'économie sociale, l'Avise agit pour accroître le nombre et la performance de l'ESS et renforcer les convergences d'action entre les différents acteurs.

www.avise.org

BIOMONDE

Coopérative qui regroupe plus de 150 magasins indépendants et ancrés localement, défendant les valeurs authentiques de la bio.

www.biomonde.fr

CAIE 91

Collectif des Acteurs de l'Insertion par l'Économique de l'Essonne : regroupe les structures essonniennes qui accompagnent les demandeurs d'emploi dans leur insertion socioprofessionnelle.

www.caie91.org

CHAIRE DE L'ESS

Partenariat entre l'université Paris-Est Marne-la-Vallée et des organisations de l'économie sociale en vue de favoriser, à travers un programme de formation, de recherche et de sensibilisation, un emploi de qualité pour tous au moyen de l'économie sociale et solidaire.

www.univ-mlv.fr/chaire-economie-sociale

CHAMBRES RÉGIONALES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (CRES)

Les CRES représentent l'économie sociale sur le territoire régional auprès des pouvoirs publics, promeuvent l'économie sociale dans l'opinion publique et en assurent le développement. Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France.

www.cressidf.org/

ÉCO HABITAT GROUPÉ (EHG)

Association qui rassemble les groupes d'habitants qui ont réussi ou qui souhaitent mettre en œuvre des démarches d'habitat participatif avec partage d'espaces collectifs. Elle propose une mutualisation des ressources, participe à l'élaboration et la diffusion d'une « Charte de l'éco habitat groupé » et promeut le développement du mouvement auprès de l'État et des collectivités territoriales.

www.ecohabitatgroupe.fr

LES JARDINS DE COCAGNE

Jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle, avec production et distribution de légumes biologiques, sous forme de paniers hebdomadaires, à des adhérents-consommateurs. Ces Jardins permettent à des adultes en difficulté de retrouver un emploi et de (re)construire un projet personnel.

www.reseaucocagne.asso.fr

LA MANUFACTURE

INNOVE (INventons de Nouvelles Organisations pour Vivre Ensemble)

Sous l'impulsion de la Fabrique à initiatives de Seine-et-Marne, portée par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Sénart, la Manufacture InnoVe mobilise autour de la question du logement et de l'éco-construction trois mairies, l'Établissement Public d'Aménagement (EPA) de Sénart qui gère le foncier et une société HLM (les Foyers de Seine-et-Marne, FSM).

www.mdef-senart.fr/Projet-LA-MANUFACTURE-INNOVE.html

LE LABO de l'économie sociale et solidaire

Think Tank ayant pour objet de faire connaître et reconnaître l'Économie Sociale et Solidaire, lieu d'échanges, de réflexions et d'actions pour une économie respectueuse de l'homme et de l'environnement. Il s'appuie sur un réseau d'acteurs et anime un travail participatif pour structurer une intelligence collective en valorisant les initiatives de terrain qui font l'ESS.

www.lelabo-ess.org/

PARC NATUREL REGIONAL (PNR) du Gâtinais français

Le Parc naturel régional du Gâtinais français correspond à un territoire au sud de l'Île-de-France couvrant 69 communes (36 en Essonne et 33 en Seine-et-Marne). Le projet de territoire du PNR du Gâtinais français a pour mission de préserver les patrimoines et la qualité de vie et d'assurer le développement économique du territoire dans le respect des principes du développement durable.

www.parc-gatinais-francais.fr

RTES

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire réunit les collectivités locales qui s'engagent autour d'une charte pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire afin de développer, avec l'ensemble des acteurs, un autre mode de développement en capacité d'apporter des réponses aux défis économiques, sociaux et écologiques.

www.rtes.fr

SOLICITÉS

Initiative de mobilisation des citoyens et d'acteurs locaux, face aux enjeux et défis du développement durable, par l'éducation, la formation et l'accès aux ressources disponibles. SoliCités favorise à la mise en cohérence des actions existantes et contribue à créer les synergies au plan local.

www.solicites.org

TERRE DE LIENS

Valorisant les dimensions collectives et solidaires pour l'accès à la terre et sa gestion, Terre de Liens défend les pratiques agricoles soutenables et durables pour l'humanité et sa planète. La Fondrière Terre de liens est un outil d'investissement solidaire destiné à collecter de l'épargne citoyenne et à acquérir des terres pour installer ou maintenir des porteurs de projets agri-ruraux respectant la charte de Terre de liens.

www.terredeliens.org

LE TRIANGLE VERT DES VILLES MARAÎCHÈRES DU L'HUREPOIX

Le Triangle Vert des Villes Maraîchères du Hurepoix (association loi 1901 regroupant les villes de Saulx-les-Char treux, Marcoussis, Nozay, Villebon-sur-Yvette et Champlan) est né d'une prise de conscience de la nécessité de prendre en compte le projet agricole dans un projet d'aménagement global du territoire. L'implication des élus, des agriculteurs et usagers de l'espace a permis la préservation des espaces agricoles.

www.trianglevert.org

UNION RÉGIONALE DES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS (URFJT) ÎLE-DE-FRANCE

Regroupe des associations et organismes ayant en charge des foyers et/ou services à destination des jeunes : les actions s'inscrivent dans les principes de l'éducation populaire avec pour objectif l'accès des jeunes à un logement pour leur autonomie et leur insertion sociale.

www.fjt-idf.fr

L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT (USH)

Organisation représentative du secteur HLM, elle contribue à la politique du logement, développe des actions partenariales avec de nombreux acteurs (élus locaux, associations, habitants, etc.), informe, conseille et assiste les associations régionales et les organismes HLM afin de faciliter leurs activités et de développer leurs compétences.

www.union-habitat.org

LES SITES DES PROJETS VISITÉS

www.collectif91.fr

www.epiceriebiotourelles.fr/

www.lamanufactureinnoVe.wordpress.com

www.relaisjeunes77.com

www.sigal91.fr

www.lespotagersdemarcoussis.org

BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

GÉNÉRALITÉS

DRAPERI J.-F., *Comprendre l'économie sociale. Fondements et enjeux*, Paris : Dunod, coll. Action sociale, 2007, 264 p. ISBN : 978-2-10-051485-4

DRAPERI J.-F., *Où va l'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ?*, Paris : Dunod, 2011, 284 p. ISBN : 978-2-10-056414-9

BOUQUET B., DRAPERI J.-F., JAEGER M., *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Paris : Dunod, coll. Action sociale, 2009, 277 p. ISBN : 978-2-10-053088-5

DEMOUSTIER D., *Économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, Paris : La Découverte, 2003 ISBN : 2-7071-4213-1

LIPIETZ A., *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi et comment*, Paris : La Découverte, 2001 ISBN : 2-7071-3452-X

VIVERET P., *Reconsidérer la richesse*, Éditions de l'Aube, coll. L'Aube de poche, 2010, 249 p. ISBN : 978-2-8159-0065-2

CAILLÉ A., HUMBERT M., LATOUCHE S., VIVERET P., *De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris : La Découverte, 2011, 191 p. ISBN : 978-2-7071-6714-9

THOMÉ P., *Créateurs d'utopies. Démocratie, autogestion, économie sociale et solidaire*, Éditions Adels / Éditions Yves Michel, collection Société civile, 2012, 304 p. ISBN : 978-2-36429-013-6

LAVILLE J.-L., CATTANIA.-D., *Dictionnaire de l'autre économie*, édition revue et augmentée, Paris : Gallimard, coll. Folio actuel, 2006, 720 p. ISBN : 2-07-031916-4

L'économie sociale de A à Z, Alternatives Economiques, 2009, hors-série

ROUSSEAU F., BRALEY E., *Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire. Observatoire national de l'ESS 2012*, Juris associations, janvier 2012, hors-série, 160 p. ISBN : 978-2-247-11500-6

L'ESS au service du développement durable. Premières clefs pour les collectivités territoriales (en ligne), Arene Île-de-France, L'Atelier, 2011, 36 p. Disponible sur : www.areneidf.org/fr/Economie-sociale-et-solidaire-140.html?idRubrique=20036

MALTCHEFF I., *Les nouveaux collectifs citoyens. Pratiques et perspectives*, Éditions Yves Michel, coll. Société civile, 2011, 176 p. ISBN : 978-2-913492-97-4

AGRICULTURE

Limitation de la consommation d'espace et densification : les nouveaux outils, Note rapide Outils/méthodes, n° 553, juin 2011

Le recul des espaces ruraux se poursuit, malgré la faible construction de logements, Note rapide Territoires, n° 537, février 2011

Nourrir 12 millions de Franciliens : un défi au quotidien, Note rapide Société, n° 535, février 2011

L'analyse fonctionnelle des espaces ouverts : un outil pour les territoires, Note rapide Outils/méthodes, n° 499, avril 2010

Dossier : Terres consommées ou terres de liens ? Le cas de l'Île-de-France, La revue POUR, n°205-206, juillet 2010

Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique, FNAB, janvier 2012

Dossier : L'agriculture regagne du terrain dans et autour des villes, La Revue Durable, n°43, août - octobre 2011

Les circuits courts en Ile-de-France, Publications Recensement Agricole 2010, n° 117, février 2012



LOGEMENT

CARRIOU C., RATOUIS O., SANDER A., Effervescences de l'habitat alternatif, (en ligne), Métropolitiques, 11 janvier 2012.

Disponible sur : www.metropolitiques.eu/Effervescences-de-l-habitat.html

BACQUÉ M.-H., BIAU V. (dir.), *Habitats alternatifs, des projets négociés*, Plan urbanisme, construction et architecture (PUCA), 2010

Habitat coopératif : une troisième voie pour l'accès au logement ?, Territoires, 2010, pp. 24-27, n° 508

Guide pratique de l'auto-promotion à l'attention de ceux qui souhaitent construire ensemble un habitat collectif écologique, Association Eco-Quartier, en partenariat avec le CAUE 67, et avec le soutien de la Fondation MACIF et de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg, mars 2011

PARASOTE B., préface de **GAUZIN-MÜLLER D.,** *Autopromotion, habitat groupé, écologie et liens sociaux. Comment construire collectivement un immeuble en ville ?*, Éditions Yves Michel, 2011, 239 p.

INSTITUT D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME D'ÎLE-DE-FRANCE, *Île-de-France : une mobilité forte pour les jeunes, faible dans le parc locatif*, Note rapide Société, n° 560, juillet 2011

INSTITUT D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME D'ÎLE-DE-FRANCE, *Le logement des jeunes en Île-de-France*, Note rapide Habitat, n° 556, juillet 2011

ANCRAGE TERRITORIAL

DAVEZIES L., *La République et ses territoires, circulation invisible des richesses*, Coédition Seuil / La République des idées, 2008

PECQUEUR B., *Le développement local*. 2^e édition revue et augmentée, Syros, Alternatives économiques, 2000, 132 p.

NDIAYE A. (sous la direction de) ; préface de **SALAM FALL A.,** *Économie sociale et solidaire, animation et dynamiques des territoires*, L'Harmattan, 2011, 228 p.

ZAOUAL H., *Développement durable des territoires. Économie sociale, environnement et innovations*, 2008, 240 p.

Dossier : Économie solidaire et écologie, des richesses insoupçonnées, La Revue Durable, n°33, mars-mai 2009

UNE BIBLIOGRAPHIE
PLUS COMPLÈTE EST
DISPONIBLE SUR LE
SITE DU CAUE

GLOSSAIRE

AUTOGESTION

Structure dans laquelle la gestion est assurée par l'ensemble de ses membres : elle repose sur l'absence de hiérarchie, la prise de décision collective, la recherche de consensus.

CIRCUIT COURT

Aucun intermédiaire (ou un tout au plus) entre le producteur et le consommateur. Allie la production, la socialisation, un ancrage territorial et une forme d'éducation des citoyens acteurs et clients.

CLAUSE D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DANS LES MARCHÉS PUBLICS

La définition des conditions d'exécution d'un marché public dans les cahiers des charges peut viser à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion, à lutter contre le chômage et à protéger l'environnement.

COOPÉRATIVE

Groupement économique de personnes dans lequel les participants (les coopérateurs), égaux en droit, sont associés pour mener une activité visant à satisfaire les besoins de travail ou de consommation en s'affranchissant de la domination du capital.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (1987, Rapport Brundtland). Cette forme de développement concilie les dimensions écologiques, économiques, sociales et culturelles.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Économie répondant à des pratiques éthiques : produire et consommer autrement, prendre en compte les urgences sociales et écologiques, replacer l'humain au centre des préoccupations. Les initiatives de l'ESS partagent trois points communs : un projet économique inscrit dans le marché, une finalité sociale, une gouvernance participative.

Les caractéristiques de l'économie sociale et solidaire sont :

- BIEN-ÊTRE SOCIAL

Primauté de la personne sur le capital et des dimensions immatérielles nécessaires au fonctionnement de la société et à l'épanouissement de ses membres.

- CITOYENNETÉ

Démocratie participative favorisant le partage des responsabilités, de la prise de décision et la reconnaissance du rôle de chacun.

- ÉCOLOGIE

Priorité à un système économique qui respecte l'équilibre écologique.

- AUTONOMIE

Renforcement de l'autonomie des personnes au sein de leur organisation.

- SOLIDARITÉ

Recherche de l'intérêt collectif sur le seul profit individuel.

- DIVERSITÉ

Respect et valorisation des différences entre les personnes et des complémentarités pour apprendre ensemble.

- COHÉRENCE

Application cohérente des valeurs ci-dessus à tous les niveaux de leur fonctionnement, essentielle à leur crédibilité.

FINALITÉ SOCIALE

Caractérise une organisation dont la finalité première n'est pas la recherche du plus grand profit en vue de rémunérer un capital, mais bien la fourniture d'un service à ses membres ou à la collectivité.

GOVERNANCE

La gouvernance est une démarche de concertation et de prise de décision, qui implique de façon responsable les acteurs ou les populations concernées par les politiques de développement durable et leurs plans d'actions. L'objectif de la gouvernance est d'aboutir à des décisions acceptables par la majorité, dans la mesure du possible, et qui vont dans le sens du bien commun.

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE)

A pour objet de permettre à des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'entrer sur le marché de l'emploi grâce à des contrats de travail, des modalités d'accueil et d'accompagnement spécifiques.

Plusieurs types de structures appartiennent à ce secteur correspondant à des outils différents d'insertion :

- Association intermédiaire (AI) ;
- Ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ;
- Chantier école ;
- Entreprise d'insertion (EI).

INTÉRÊT COLLECTIF

Il s'agit de l'ensemble des avantages ou des bénéfices dont peut profiter une collectivité spécifique, à ne pas confondre avec l'intérêt général qui vise le plus grand nombre.

PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI (PLIE)

Dispositif de mise en cohérence des interventions publiques, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

RELOCALISATION

Désigne un changement d'implantation géographique qui conduit à reconstituer des territoires englobant des activités complémentaires et ayant une cohérence économique, avec des lieux de production les plus proches possibles de ceux de consommation.

SCOP (Sociétés coopératives et participatives)

Désigne les entreprises à statut Scop (Société coopérative de production) et à statut SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) qui bénéficient d'une gouvernance démocratique et d'une répartition des résultats prioritairement affectés à la pérennité des emplois et du projet. Les salariés sont associés majoritaires et vivent un projet commun en mutualisant équitablement les risques et les décisions stratégiques.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC)

La particularité du statut des SCIC est le multisociétariat. Tout en exerçant son activité dans le secteur de l'économie marchande, la SCIC se distingue clairement d'une société commerciale classique par ses finalités d'utilité sociale, mais également par la nature des publics concernés et les conditions dans lesquelles les activités sont exercées. Son mode d'organisation et de fonctionnement repose sur les principes de solidarité et de démocratie.

SOCIÉTÉS PUBLIQUES LOCALES (SPL)

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent créer, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi, des sociétés publiques locales dont ils détiennent la totalité du capital, pour réaliser des opérations d'aménagement ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général.

UTILITÉ SOCIALE

L'utilité sociale s'intéresse aux effets positifs d'une action sur un territoire auprès d'un groupe de population ou plus globalement de la société. Elle concerne des domaines très larges : social, environnement, culture, éducation, changements sociétaux, économie, etc.

“
L'AMAP permet de rester concentré sur le jardin, de ne pas perdre de temps à la vente, on est sûr de vendre sa production à un prix tout à fait correct : je discute de ma rémunération avec mes clients.”

Laurent Marbot
Boissy-sous-Saint-Yon

“
On a été financé à 80 %, il nous a semblé normal de renvoyer vers le public une partie des financements obtenus : on a donc décidé de mettre des locaux à disposition d'une structure d'insertion. C'est la partie sociale qui vient se rajouter à la partie économique et éco-environnementale du projet.”

Guy Cappé
Prunay-sur-Essonne

“
L'idée c'est de rendre les gens autonomes dans toutes les démarches en y associant un volet emploi, en se rapprochant des agences d'interim, et un volet culturel de découverte de l'histoire et de l'environnement.”

Pascal Pucheu
Pôle Économie Solidaire d'Étampes

“
Sans volonté politique, il y a très peu de chances de réussite pour les projets que nous portons.

Le souci de Relais Jeunes est l'accès au logement autonome, d'où l'importance de l'accompagnement individuel en luttant contre la précarité de ceux qui n'ont pas accès à l'information, mais aussi de l'accompagnement collectif basé sur l'éducation populaire avec des séances d'animation pédagogiques.”

Sophie Vivien-Yagoub
Relais Jeunes 77

“
Le choix même de ce support d'activités est une idée fantastique. On y retrouve des dizaines de valeurs : on a les pieds dans la terre, on a aussi les pieds sur terre, on est sur nos racines et on partage avec les autres, choses formidables par le choix même de l'activité.”

Patrick Prigent
Potagers de Marcoussis

“
Le fait d'être fauché rend beaucoup plus intelligent : il oblige à un travail collectif, au lieu de régler les problèmes avec un chèque, on les règle en réunions, en discussions et en mise en commun des compétences.”

Jean-Pol Lefebvre
Couleur d'Orange - Montreuil



*paroles
de particip'actifs*

La démarche "expérimentale appliquée" du CAUE

Amener à comprendre, construire et vivre « l'intérêt public » forme l'objectif poursuivi par le mouvement CAUE.

La démarche action qui est ici exposée prend sa place dans le projet global qu'entend mener le CAUE de l'Essonne.

Convaincre avec des « preuves », communiquer, pour diffuser plus largement des pratiques nouvelles, forment les objectifs des « démarches expérimentales » initiées dans les partenariats que nous menons. Faire réseau, se nourrir et nourrir les initiatives de nos partenaires à toutes les échelles, c'est déjà travailler autrement, s'ouvrant mutuellement sur les compétences, les expériences, les réalités de chacun(e).

Créatrice de liens, développant les potentiels du territoire, de ses acteurs, la démarche engagée qui devra trouver des prolongements par l'engagement renouvelé de chacun, participe pleinement à tous ces objectifs.

Structure originale, il convient d'avoir à l'esprit que le CAUE de l'Essonne bénéficie d'avantages certains pour jouer ce rôle : transversalité des compétences, liberté de « requestionner » les projets dans leur contexte propre, devoir de faire évoluer qualitativement les comportements des acteurs de l'aménagement au travers de ses missions d'intérêt public : informer, sensibiliser, former et conseiller.

Partageant ses réflexions avec ses partenaires institutionnels, professionnels et associatifs, il diffuse ces questions à toutes les échelles de son intervention.

Le CAUE s'engage, et il participe localement au débat où s'articulent écologie et question sociale. Il se propose d'être lieu ressource, espace de référence en architecture, urbanisme, paysage, environnement, au service d'un public large.

Nous remercions les partenaires ayant participé à cette démarche expérimentale :

- LA CHAIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-EST MARNE-LA-VALLÉE,
- L'ATELIER,
- SOLICITÉS.



Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Essonne
1, boulevard de l'Écoute-s'il-pleut - 91035 Évry Cedex
Tél. : 01 60 79 35 44 - www.caue91.asso.fr